



Montréal, 25 septembre 2026

Où est l'humain dans cette campagne électorale ?

Après avoir consulté les plateformes électorales des partis politiques qui aspirent à former le prochain gouvernement et écouté le débat des chefs et cheffes du 16 septembre dernier, une question s'est imposée à nous : quelle société nous est proposée ? Quel projet de vivre-ensemble est mis de l'avant ? Ce vide n'est pas neutre. Il se remplit d'une tendance qu'on observe ici et ailleurs : celle de fragmenter les grands enjeux collectifs en les réduisant à des problèmes individuels ou strictement économiques, en oubliant les personnes et les groupes sociaux derrière les chiffres. Prenons l'immigration en exemple. Dans plusieurs plateformes, les personnes réfugiées, qui fuient souvent des situations d'une violence inimaginable, sont d'abord présentées comme une variable de main-d'œuvre ou un quota à gérer. On parle de « seuils » et de « capacité d'accueil », rarement des vies qu'on accueille ou qu'on abandonne.

On voit la même logique dans la crise de l'itinérance et du logement, trop souvent traitées comme des problèmes de marché immobilier à corriger plutôt que comme des urgences humaines qui minent la santé mentale et la dignité de milliers de personnes et de familles. La crise des surdoses, elle aussi largement absente de la campagne, rappelle pourtant avec force combien la précarité, l'isolement et les traumatismes peuvent se conjuguer et mettre des vies en danger. Les difficultés vécues par les personnes en situation de handicap constituent un autre de ces angles morts. Enfin, que dire des Premiers Peuples, dont les revendications et les droits ne sont toujours pas respectés ? Lorsqu'il en est question, c'est davantage sous la forme de lignes budgétaires ou de « relations » à gérer, rarement comme ce dont il s'agit réellement : une injustice qui perdure sous nos yeux.

Ces angles morts révèlent un effritement du lien social, entretenu par le refus de penser l'humain au cœur même de la formulation des problèmes. Or l'humanisme est au fondement de l'idée démocratique contemporaine. La liberté individuelle n'existe qu'avec celle des autres et la responsabilité de chacun et chacune envers tous et toutes. Quand on individualise et catégorise chaque enjeu, les personnes immigrantes doivent « s'intégrer », les personnes désaffiliées doivent « se prendre en main », les Premiers Peuples doivent « attendre leur tour ». On bascule alors dans une logique d'exclusion. On perd aussi de vue que cette lecture individualisante masque des

problèmes sociaux auxquels il faut répondre en assumant nos responsabilités collectives et en nous engageant à améliorer le sort de tous et toutes.

Nous répétons donc notre question : collectivement, quelle société voulons-nous à la suite de ces élections ? Quelle place y auront les groupes souvent instrumentalisés qui, bien qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise, n'y trouvent toujours pas une pleine justice sociale : personnes immigrantes, personnes en situation d'itinérance, Premiers peuples, communautés de la diversité de genre et sexuelle et groupes racisés ? Ce sont des questions fondamentales qui méritent des réponses claires et des actions structurantes, et non des mesures éparses.

Il est temps que ceux et celles qui aspirent à nous gouverner proposent un projet de société axé sur le bien commun et la dignité humaine, dans le respect des libertés de toutes les communautés qui peuplent le Québec. C'est collectivement que nous pouvons choisir le Québec de demain.